

L'exclusion du candidat Bemba ravive tous les soupçons citoyens

RD CONGO Six candidatures à la présidentielle sur 25 déclarées irrecevables

- La candidature de l'ex-chef rebelle Jean-Pierre Bemba a été refusée par la commission électorale.
- Il déposera un recours.
- Et appelle à la « mobilisation de tous les Congolais ».

L'apaisement n'a été que de courte durée. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a en effet ratissé large : elle a écarté, pour cause de nationalité douteuse ou d'autres motifs, des candidats tels que les anciens premiers ministres Sammy Badiabanga ou Adolphe Muzito, en délicatesse avec leurs formations politiques respectives et qui avaient peu de chances de l'emporter, surtout dans une élection à un seul tour.

Mais elle a surtout frappé un poids lourd, Jean-Pierre Bemba, au motif que ce dernier, acquitté et libéré par la Cour pénale internationale qui l'accusait de crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par ses troupes en Centrafrique, avait cependant été condamné dans une autre affaire, où il avait été accusé de subornation de témoin, ce qui pour la Ceni équivaut à un délit de corruption.

Alors que le porte-parole du gouvernement Lambert Mende rappelle que la Ceni est un organisme indépendant et que même un candidat proche du pouvoir comme le vieil Antoine Gizenga a été invalidé pour défaut de signature, l'opposition estime que la mise à l'écart de Jean-Pierre Bemba représente une manœuvre politique destinée à écarter « un homme qui fait trembler la Kabile », comme le

dit Eve Bazaiba, numéro deux du mouvement pour la libération du Congo, le parti de Jean-Pierre Bemba.

De fait, l'accueil triomphal que Kinshasa avait réservé à celui qui fut vice-président en 2002, puis candidat malheureux face à Joseph Kabila en 2006, a démontré que dix années de prison n'avaient pas réussi à faire oublier celui qui est souvent appelé « Igwe », l'enfant du pays, ou le « chairman » et qui, depuis sa prison de Scheveningen, était demeuré en contact permanent avec son parti et ses sympathisants, mais aussi avec les réalités du pays.

Ces invalidations en cascade, à propos desquelles la Cour constitutionnelle devra statuer d'ici le 19 septembre, ont immédiatement fait remonter la tension et alimenté les soupçons selon lesquels le président sortant mettrait tout en œuvre pour faire élire son dauphin Emmanuel Shadary, un homme peu connu encore et qui n'a pas le même charisme qu'un Jean-Pierre Bemba ou un Moïse Katumbi, empêché, lui, de rentrer en RDC.

Manque de confiance

En écho à la colère des partisans de ces deux personnalités exclues, de nouvelles manifestations sont annoncées, tant par le mouvement La Lucha le 3 septembre que par le Comité laïc de coordination le 19 septembre. Si les manifestations précédentes, placées sous le signe de la non-violence ont été fortement réprimées par les services de sécurité, faisant plusieurs centaines de morts, les suivantes risquent d'être plus tendues encore car les jeunes de Lucha et les chrétiens seront rejoints par les partisans des deux « poids lourds » tenus à l'écart du scrutin.

Plus que jamais, un ingrédient majeur manque aux élections à

venir : la confiance. Non seulement l'opposition dans son ensemble soupçonne le président Kabila, qui a annoncé son retrait, de vouloir maintenir son emprise sur le pays via son dauphin Shadary, mais le Congo tout entier redoute des « élections sur mesure », un exercice coûteux et vain si les dés sont pipés, et qui rend illusoire les espoirs de changement.

C'est aussi le manque de confiance qui provoque le rejet de la « machine à voter », une imprimante qui permettrait peut-être de gagner du temps mais qui, faute d'observateurs et de garants crédibles, est irrémédiablement qualifiée de « machine à tricher ». C'est le manque de confiance qui hypothèque la crédibilité de la Ceni, accusée d'être aux ordres du pouvoir en place, ou qui invalide d'office les jugements de la Cour constitutionnelle où trois nouveaux juges proches de la majorité viennent d'être nommés et sont considérés comme aux ordres.

C'est parce que la confiance fait défaut qu'est refusé le financement étranger, considéré comme suspect, et donc des observateurs impartiaux. Et que le « souverainisme » ombrageux revendiqué par le régime et défendu par quelques intellectuels n'est pas considéré comme une marque de nationalisme, mais comme un désir de fabriquer sans témoins gênants des élections sur mesure qui ne répondront guère au besoin de changement et de justice des Congolais.

Rien ne dit que les candidats écartés, Katumbi, Bemba ou les autres, auraient été capables de relever un tel défi, mais leur mise hors jeu ravive tous les soupçons et confirme le vieil adage « à vaincre sans péril on triomphe sans gloire ». ■

COLETTE BRAECKMAN

Lucha « Les politiciens congolais ne sont pas habitués à rendre des comptes »

ENTRETIEN ■■■

Diplômé de la première promotion de l'ENA (Ecole nationale d'administration) à Kinshasa, Bienvenu Matumo, originaire de Goma, est surtout un militant du mouvement citoyen La Lucha, qui a été arrêté lors des manifestations contre le maintien au pouvoir du président Kabila. Invité au festival de cinéma de Douarnenez consacré aux deux Congo, il décrit leurs combats.

« Je suis originaire de Goma, nous dit-il. Le mouvement citoyen La Lucha existe là depuis 2014. Lorsque je suis arrivé à Kinshasa, la répression y était beaucoup plus forte, chacune des actions de Lucha est surveillée de près. Cette vigilance freine un peu l'engagement des jeunes mais j'ai constaté depuis un an qu'inspirés par notre exemple, d'autres mouvements de jeunes citoyens apparaissent dans la capitale. Notre objectif commun est d'imposer la bonne gouvernance. On met en place des passerelles entre tous ces mouvements pour nous concerter. »

Où recrutez-vous ?

Parmi de jeunes intellectuels, des étudiants ou des universitaires, avec ou sans emploi.

Certains préfèrent rester en dehors, ils craignent d'être arrêtés mais ils encouragent les autres, sont solidaires. Nous ne recrutons pas encore parmi les moto-taxis ou les creuseurs, mais avons l'intention de le faire : nous ne voulons être élitistes. Pour inclure aussi ceux qui n'ont pas eu accès à l'éducation, nous avons demandé à nos sections de parler aussi, lors des réunions, la langue locale, comme le lingala à Kinshasa. Mais nous avons des réseaux d'alerte et des sympathisants dans les milieux populaires : lors des manifestations, les motocyclistes nous préviennent de l'arrivée de la police, ils nous encadrent et nous transportent gratuitement. Les mamans commerçantes elles aussi sont solidaires. A Kinshasa, on avait réprimé l'une de nos marches dans le quartier de Barumbu et toute la population a barré la route à la police

pour nous protéger.

A Goma, vous visez des objectifs concrets, accès à l'eau potable ou construction de routes. Et à Kinshasa ?

Dans la capitale, nous avons lancé campagne « Kin propre » avec des résultats. Le gouver-

neur de la ville, pendant deux mois, a accepté d'assainir et a envoyé des bennes ramasser les immondices. Chaque samedi à Kinshasa, nous lançons le « salongo » (travail volontaire) avec l'autorité locale des communes. Nous voulons aussi influencer les politiques d'assainissement. Quand j'étais en prison, j'ai contribué à rédiger un mémo et le gouverneur avait promis d'en tenir compte. Nous travaillons aussi sur la question de l'électricité : nous avons rencontré le patron de l'électricité, mais il a dit que c'est l'Etat qui ne payait pas ses factures. Pour l'eau, nous avons eu les mêmes réponses...

A Kinshasa, vos actions semblent surtout politiques...

Nos militants voulaient d'abord s'engager pour le départ de Kabila, car le mouvement s'est implanté dans un contexte très politisé. Mais pour l'avenir, nous voulons aller au-delà : le départ de Kabila représente un déblocage majeur et notre priorité, c'est de mener des actions à caractère politique pour obtenir l'alternance. Les membres de Lucha ont participé à toutes les grandes manifestations : le meeting de Felix Tshisekedi, les manifestations en faveur des prisonniers politiques. Au début, tout le monde avait peur de la répression et nous, puisque nous étions déjà identifiés, avons décidé d'y aller, ce qui a donné une dynamique. Les autres membres de l'opposition ont suivi...

En novembre 2016, c'est nous qui avons lancé la campagne « bye-bye Kabila », qui rappelait à l'opinion que Kabila avait terminé son mandat. Nous voulions faire pression sur lui et cela alors même que les partis politiques discu-

taient avec lui. La nuit, on distribuait des tracts, on affrontait la police... Après l'accord de la Saint-Sylvestre (conclu entre le pouvoir et l'opposition et prévoyant des élections dans un délai de deux ans maximum...

), on s'est dit qu'on avait fait ce qu'on pouvait, qu'on allait définir d'autres stratégies. Par la suite, nous avons rappelé la question du calendrier électoral, nous exigeons qu'il soit publié mais devant la Ceni (Commission électorale), nous avons trouvé des milliers de policiers qui nous attendaient. Nous avons alors formé une délégation de 5 personnes et sommes allés discuter avec Corneille Nangaa, le président de la Ceni. Il nous a même promis des élections en 2017. Nous voulions obtenir le calendrier électoral, savoir où on allait...

En juin nous l'exigeons encore et nous avons été dispersés par

L'ANR (les services de renseignement), certains manifestants ont été arrêtés. Puis nous avons décidé d'activer le plan pour obtenir le départ de Kabila. Des réunions ont eu lieu à Bruxelles, des actions à Kinshasa, comme les marches des chrétiens ; ce sont les militants de Lucha qui distribuaient des tracts pour mobiliser et démontrer la gravité de la situation. Le pouvoir avait adopté une stratégie de répression forte contre Lucha pour tenter de décourager les jeunes de Kin et les accuser d'être manipulés par les étrangers.

Pourquoi Lucha dérange-t-elle tellement ?

Les politiciens congolais ne sont pas habitués à rendre des comptes. Ils veulent pouvoir piller, voler impunément, sont habitués à fonctionner dans une démarche autoritaire. Les hommes politiques de tout bord sont dérangés par Lucha qui exige la transparence, demande des comptes, refuse les propositions d'argent. Lucha n'a pas de leader avec qui on pourrait négocier, tout cela déconcerte. Selon les services de renseignements, Lucha est un mouvement créé par les néoco-

lonialistes pour chasser Kabila, ils croient cela, ce qui m'étonne tout de même... La classe politique congolaise, dans son ensemble, n'est pas habituée à des mouvements qui réclament la bonne gouvernance, surtout à Kin où on donne l'argent facilement. Si vous proposez de l'argent à un jeune de Lucha, il doit refuser. Il n'acceptera pas. Lorsqu'il était venu nous voir en prison, Kimbuta, le gouverneur de la ville, nous ayant trouvés assis par terre dans un cachot, a demandé si on avait mangé, bu. Sortant de sa poche 100 dollars, il a ordonné qu'on aille nous chercher du coca. Nous avons répondu que nous préférons boire de l'eau pure et qu'il ferait mieux, avec cet argent, de mettre du carburant dans les camions de ramassage des immondices. Il était fâché et, en guise de punition, voulait, si nous étions libérés, que nous abandonnions nos T-shirts avec le logo de Lucha. Nous redoutions qu'il donne ces T-shirts à des shegues (enfants de la rue) qui auraient cassé ou pillé en nous faisant accuser. On nous a battus, nos polos ont été déchirés, mais c'était mieux ainsi : nous préférons être torturés, mais pas céder ces polos... Ce type de résistance, alors que nous sommes pauvres, cela gêne énormément.

ment.

Kabila ne se représente pas : une victoire pour Lucha ?

Certes, mais nous restons prudents. La pression du peuple a eu raison : il n'a jamais voulu quitter mais c'est le peuple qui l'a obligé... Cela dit, son renoncement n'est pas nécessairement la garantie d'élections crédibles. Désormais, nous devons concentrer la mobilisation sur les préalables à de bonnes élections et, dès le 3 septembre, nous allons manifester contre la machine à voter. Nous réclamons le retrait de cette machine, la libération des prisonniers politiques, l'ouverture de l'espace politique.. Nous restons inquiets : il n'est pas sûr que le gouvernement aura les moyens de financer tout le processus électoral... Il faut qu'on nous donne un plan de décaissement des fonds. Il importe aussi de rétablir la confiance envers la Cour constitutionnelle et la Commission électorale. Et il faut une sécurité électorale dans tout le pays.

Si ces conditions ne sont pas remplies d'ici novembre, nous allons réactiver notre exigence d'une transition citoyenne : elle organiserait de bonnes élections en apaisant la situation, empêcherait que l'on utilise les moyens de l'Etat pour faire campagne...

Pour cela, il faudrait que s'efface la mobilisation... Si on nous face tout le système Kabila frappe, si on nous réprime si mais, jusque-là, on n'a pas fait fort, c'est parce que le pouvoir réussi à l'imposer... La collaboration avec le Comité des laïcs chrétiens a été plus facile qu'avec les partis politiques comme l'UDPS, ce sont les militants de Lucha qui ont organi-

**Propos recueillis par
C.B.**

*« Toute
la population
a barré
la route
à la police
pour nous
protéger »*